



En réaction à l'interpellation de l'une des figures de proue de l'opposition camerounaise, Me Michelle Ndoki Sonia, le philosophe, politologue et historien camerounais Achille Mbembe, face à la montée des répressions politiques perpétrées par le « Gouvernement despotique » de Paul Biya, attire l'attention de « ce que l'on appelle la communauté internationale » et fait un petit clin d'œil à la France.

« CAMEROUN : LE TEMPS EST À L'URGENCE »

Dans ce pays se passent des choses qui exigent désormais toute l'attention de ce que l'on appelle 'la communauté internationale', si tant est qu'une entité de ce genre existe réellement.

*Aux centaines de détenus politiques qui croupissent dans les geôles du régime - le plus grand nombre après l'Égypte et le Soudan - vient s'ajouter l'avocate **Michelle Ndoki**, sans doute l'une des femmes les plus représentatives du sursaut en germe face à l'une des satrapies les plus brutales et les plus vénales du continent.*

Nous reviendrons sur cette question dans un texte adresse aux autorités françaises, et qui paraîtra cette semaine sur AOC.

Cette non-ingérence qui dérange

L'avocate **Michelle Ndoki** rejoint en prison pas moins de 150 cadres et militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), au rang desquels le Professeur **Maurice Kamto**, leader de cette formation politique. Une répression qui pour beaucoup découle d'une volonté du régime Biyaïste de faire taire toutes les voix contestataires, toutes démarches dissidentes.

Cependant, les chancelleries occidentales et la France notamment restent particulièrement silencieuses face à cette escalade du nombre de « prisonniers politiques » au Cameroun, au nom d'un refus de toute ingérence dans les « affaires privées » de l'Etat Camerounais.